

*En vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles,
alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1)*

Numéro : 8226
Du : 25 février 2005
Dossier : 115-05-01-02

**FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE
CULTURES COMMERCIALES DU QUÉBEC**
Maison de l'UPA
555 boulevard Roland-Therrien, bureau 505
Longueuil (Québec) J4H 4G4

Organisme demandeur

OBJET : Règlement sur la mise en vente en commun du
blé destiné à la consommation humaine

Le 11 décembre 2002, la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec a déposé pour approbation auprès de la Régie le projet de *Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine*, règlement adopté par les membres du conseil d'administration de la Fédération lors d'une réunion convoquée à cette fin et tenue les 19 et 20 juin 2001.

La Régie a reçu les observations des personnes intéressées par l'approbation de ce règlement lors d'une séance publique tenue le 9 avril 2003 à la suite de la publication d'un avis public dans le journal *La Terre de chez nous* du 27 mars 2003.

Le 26 novembre 2003, la Régie a rendu la décision 7946 par laquelle elle acceptait le texte du Règlement et demandait à la Fédération de convoquer une assemblée générale de ses producteurs afin qu'ils se prononcent sur l'opportunité de son application et réservait finalement sa décision sur l'approbation du Règlement jusqu'à ce qu'elle ait pu vérifier que les producteurs qui se sont prononcés sur celui-ci l'appuyaient majoritairement.

Le 19 février 2004, la Régie a rendu la décision 7992 par laquelle elle demandait à la Fédération de démontrer de façon plus évidente et vérifiable la démonstration qui lui avait été faite lors de la séance publique visée par cette décision quant à la volonté des producteurs visés d'appuyer la mise en place du Règlement et réservait sa décision sur l'approbation du Règlement jusqu'à ce qu'elle ait pu vérifier qu'une majorité représentative de producteurs visés l'appuyaient.

Au cours de l'automne 2004, la Fédération a procédé à un référendum auprès des producteurs visés et a transmis à la Régie, le 3 janvier 2005, la compilation des votes reçus. Selon cette compilation, 71 % des producteurs visés ont participé au référendum et 62 % d'entre eux se sont prononcés en faveur du Règlement. Compte tenu du résultat obtenu lors du référendum, la Fédération demande à la Régie d'approuver le Règlement.

CONSIDÉRANT la décision 7946 du 26 novembre 2003 de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

CONSIDÉRANT la décision 7992 du 19 février 2004 de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

CONSIDÉRANT que la Fédération a donné suite à la décision 7992 de la Régie et a consulté les producteurs visés sur l'opportunité de mettre en place le *Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine*;

CONSIDÉRANT que les producteurs visés par ce plan ont, par une majorité représentative, exprimé leur approbation à la mise en place du *Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine*, tel qu'il appert des documents déposés à la Régie par monsieur Benoit Legault, directeur général de cet organisme;

CONSIDÉRANT que l'article 29 du Règlement prévoyant une procédure d'entrée en vigueur particulière pour certains articles en vue de la récolte 2004 ne trouve plus application à ce jour;

VU les dispositions des articles 97 et 98 de la *Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche* (L.R.Q., c. M-35.1);

EN CONSÉQUENCE, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a décidé, à sa séance du 15 février 2005, d'approuver le *Règlement sur la mise en vente en commun du blé destiné à la consommation humaine* dont le texte est joint à la présente décision pour en faire partie intégrante.

Le secrétaire,

Marc Nepveu, avocat

RÈGLEMENT SUR LA MISE EN VENTE EN COMMUN DU BLÉ DESTINÉ À LA CONSOMMATION HUMAINE

**Loi sur la mise en marché des produits
agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 97 et 98)**

SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le blé est mis en marché sous la direction et la surveillance de la Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, conformément aux dispositions du présent règlement et, le cas échéant, des conventions conclues par la Fédération avec les personnes intéressées à sa mise en marché.

On entend par « blé », le blé destiné à la consommation humaine, c'est-à-dire toute variété de blé produite au Québec et qui possède les caractéristiques recherchées pour la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation humaine à l'exception du blé utilisé à des fins de semence.

2. Un producteur ne peut mettre en marché du blé autrement que par l'entremise de la Fédération et conformément aux dispositions du présent règlement.

3. Les articles 2 et 8 à 27 ne s'appliquent pas au blé faisant l'objet d'une certification biologique délivrée par un organisme de certification accrédité par le Conseil d'accréditation du Québec.

SECTION 2 DÉCLARATION DE PRODUCTION

4. Chaque producteur doit faire parvenir à la Fédération, au plus tard le 10 juin de chaque année, une déclaration de production et contenant tous les renseignements demandés et indiqués à la formule reproduite à l'annexe 1.

5. Chaque producteur doit fournir à la Fédération, sur demande, les renseignements qu'elle requiert quant à l'état de ses récoltes, de ses livraisons et de son entreposage.

6. Chaque producteur doit conserver toutes les pièces justificatives et autres documents reliés à sa production et à sa mise en marché durant au moins 24 mois à compter de la date de leur rédaction pour permettre la vérification de la certification de la variété et du respect des normes édictées pour chacun des pools décrits à l'article 16.

7. Le producteur qui a mis en marché du blé certifié biologique doit pouvoir démontrer à la Fédération, durant au moins 24 mois à compter de la date de mise en marché, que ce blé correspond bien à la certification qui lui a été délivrée.

SECTION 3 CENTRES DE SERVICES

8. Au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, la Fédération doit conclure avec des centres de services, ou une association accréditée pour les représenter, une entente prévoyant notamment les modalités de conditionnement, de manipulation, de gestion, de classement, d'analyse et de transport des lots de blé en plus des frais de services et de leur modalité de paiement.

9. La Fédération tient à jour et publie périodiquement dans un journal agricole de circulation générale la liste des centres de services qui ont convenu avec elle de rendre les services décrits à l'article 8.

10. Chaque producteur doit transporter ou faire transporter son blé à ses frais au centre de services que la Fédération lui désigne.

11. Aucun producteur ne peut livrer ou transporter son blé à un centre de services qui n'a pas signé d'entente avec la Fédération.

12. La Fédération désigne le centre de services où chaque producteur doit livrer son blé après consultation des producteurs et en tenant compte de la capacité de conditionnement et d'entreposage du centre de services, du type de blé qui y est traité, des achats effectués par les différents acheteurs et des distances de transport.

La Fédération peut toutefois, pour des raisons d'efficacité, de capacité, de conditionnement et d'entreposage du type de blé traité ou de la distance à parcourir, diriger le blé d'un producteur vers un centre de services différent de celui qu'il a indiqué dans la déclaration faite conformément à l'article 4.

Les frais supplémentaires de transport, le cas échéant, sont alors défrayés par la Fédération à même les pools décrits à l'article 20.

13. Chaque producteur doit assumer les risques susceptibles d'affecter le blé qu'il entrepose.

SECTION 4 RELATION AVEC LA COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC

14. Malgré les articles 8 à 13, 25 et 26, une coopérative visée par l'accréditation accordée à la Coopérative fédérée de Québec par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, dans sa décision 3745 du 13 septembre 1983 (1983, G.O. 2, 4221), peut conclure avec chacun de ses sociétaires producteurs de blé une entente prévoyant :

1° les modalités de transport, de livraison à la coopérative, de réception, de pesée, d'inspection, de classement, d'entreposage et de manutention du blé que ce membre met en marché;

2° les frais de service que ce sociétaire doit payer;

3° le paiement et la remise par la Coopérative du prix du blé du sociétaire vendu par la Fédération, conformément aux dispositions du présent règlement.

15. Les ententes conclues en application de l'article 14 ne peuvent déroger aux autres dispositions du présent règlement ni aux conventions conclues à ce sujet entre la Fédération et la Coopérative fédérée de Québec, à titre d'organisme accrédité, et homologuées par la Régie, ni aux sentences arbitrales en tenant lieu.

SECTION 5 FRAIS DE MISE EN MARCHÉ

16. Chaque producteur doit payer les frais d'application et d'administration du présent règlement en proportion de la quantité de blé qu'il a vendu.

17. Pour la première année de l'application du présent règlement, les frais indiqués à l'article 16 sont établis à un maximum de 3 \$ la tonne métrique.

18. Le centre de services facture directement ses frais de service au producteur qui doit les acquitter. Ces frais ne peuvent être supérieurs à ceux convenus par le centre de services avec la Fédération.

SECTION 6 PAIEMENT AUX PRODUCTEURS

19. La Fédération perçoit des acheteurs le prix de vente du blé selon les modalités des contrats intervenus avec eux.

20. Les pools suivants sont établis en fonction de la certification de la variété pour fin de paiement aux producteurs :

Pool A : Grades 1, 2 et 3 de blé roux de printemps de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien;

Pool B : Grades 1, 2 et 3 de blé blanc tendre d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien;

Pool C : Grades 1, 2 et 3 de blé rouge de force d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien;

Pool D : Grades 1, 2 et 3 de blé rouge tendre d'hiver de l'Est canadien recommandé pour l'Est canadien;

Pool E : Grades 1, 2 et 3 de blé roux de printemps de l'Est canadien sans certification de la variété ou n'ayant pas été testé préalablement à sa livraison au centre de services;

Pool F : Tous les blés de grades inférieurs des Pools A, B, C, D et E et ceux dont le contenu en mycotoxine excède les niveaux acceptés par l'industrie.

21. Chaque pool correspond au prix payé à la Fédération par les acheteurs pour les grades de blé correspondants, au cours d'une période de commercialisation.

On entend par « période de commercialisation », le temps écoulé entre la récolte du blé et sa vente.

22. Tous les lots de blé livrés par un producteur doivent avoir été préalablement testés pour déterminer qu'ils correspondent aux normes minimales pour être classés dans l'un ou l'autre des pools A, B, C ou D. À défaut, selon le résultat de ces tests, le blé est dirigé dans le pool E ou dans le pool F.

23. Chaque lot de blé est pesé, classé et testé officiellement pour déterminer qu'il correspond aux caractéristiques recherchées pour la fabrication des produits alimentaires destinés à la consommation humaine et pour vérifier son niveau de mycotoxine selon les procédures reconnues par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

Le résultat de ces tests est acheminé à la Fédération au plus tard trois jours ouvrables après la réception du lot.

24. Les lots de blé d'un producteur qui, après avoir été testés conformément aux dispositions de l'article 23, ne correspondent pas aux caractéristiques recherchées pour la fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation humaine, sont offerts en vente par la Fédération au prix du marché à la coopérative ou au centre de services, selon le cas. En cas de refus, la Fédération peut les offrir à tout autre acheteur.

Ces lots sont payés en même temps et de la même manière que ceux faisant l'objet des articles 25 et 26.

25. La Fédération verse à chaque producteur un paiement initial au plus tard 14 jours après la livraison du blé à un centre de services.

26. La Fédération verse le solde du prix de chaque pool aux producteurs au plus tard 60 jours après la dernière vente de blé aux acheteurs pour la période de commercialisation.

La Fédération déduit alors les contributions exigibles des producteurs et prévues à un règlement pris en application de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, les frais de mise en marché et, le cas échéant, les frais supplémentaires de transport. Elle tient compte de plus des primes ou des escomptes applicables selon le taux de protéine du blé et selon les différentes variétés ou les grades de ce blé.

27. Tout ajustement résultant d'erreur ou d'omission involontaire est effectué au plus tard 30 jours après le paiement final versé aux producteurs.

SECTION 7 RÈGLEMENT DES LITIGES

28. Un producteur peut demander à la Fédération de réviser toute décision qu'elle a prise en application du présent règlement et le visant directement en suivant les étapes suivantes :

1^o il doit soumettre sa demande de révision par écrit au secrétariat de la Fédération au plus tard 90 jours après la date de la décision contestée;

2^o le secrétaire de la Fédération ou son représentant doit tenter d'apporter une solution au différend dans les 10 jours de la date de la réception de la demande;

3^o à défaut, le secrétaire soumet le différend au comité exécutif de la Fédération qui doit tenter d'y apporter une solution dans les 10 jours suivants;

4^o le producteur insatisfait de la solution proposée par le secrétaire ou le conseil exécutif de la Fédération peut porter le différend devant la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec selon les dispositions de l'article 26 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche.

SECTION 8 ENTRÉE EN VIGUEUR

29. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec.

DÉCLARATION DE SUPERFICIE SEMÉE EN BLÉ DE CONSOMMATION HUMAINE

Nom du producteur : _____

Adresse du producteur : _____

Nom de l'entreprise : _____

Numéro de téléphone : _____

Nom du centre recevant le blé : _____

Entreposage avant livraison : Oui Non

Capacité d'entreposage : Moins d'un mois D'un à trois mois Plus de trois mois

Entreposage à la ferme : Oui Non

Sinon - Adresse du lieu d'entreposage : _____

Variété semée :

Superficie: _____ (en hectare)

Date de semis : _____

Numéro de lot : _____

Numéro d'identification des sacs de semence : _____

Le cas échéant : Production biologique Oui Non

Organisme de certification : _____

Numéro de certificat : _____

Date

Signature du producteur